

Corinne Deloy

Analyse

# La chancelière sortante Angela Merkel est la grande favorite des élections allemandes du 22 septembre

61,8 millions d'Allemands, soit 400 000 de moins qu'en 2009, sont appelés aux urnes le 22 septembre prochain pour renouveler les membres du Bundestag, chambre basse du Parlement. 3 millions de jeunes voteront pour la première fois, soit 4,8% du total des électeurs. Parmi ces derniers, 12,4 millions ont plus de 70 ans (20,10%) alors que 9,9 millions (16%) ont moins de 30 ans.

34 partis politiques sont en lice pour le scrutin, dont 9 sont représentés dans le Parlement actuel (Bundestag et Bundesrat). Longtemps très stable (4 des 6 partis représentés au Bundestag le sont depuis 1949), le paysage politique allemand a évolué au cours des 20 dernières années. Les Verts sont apparus en 1993 et la réunification de 1990 a fait entrer au parlement le Parti du socialisme démocratique (PDS), devenu Parti de gauche (DL) en 2007. Cette année, 2 nouveaux partis sont en lice : le Parti pirate (P) et l'Alternative pour l'Allemagne (AfD).

Les enquêtes d'opinion réalisées ces dernières années en Allemagne révèlent l'existence d'une crise de confiance à l'égard des élites et concomitamment une perte d'autorité de ces mêmes élites, notamment à la suite de la crise économique internationale, tout comme une perte de confiance des citoyens dans un capitalisme dominé par la finance.

Jamais les Allemands n'ont cependant autant souhaité que le gouvernement sortant reste en place à l'issue du scrutin (65% d'entre eux en mars dernier), soit le résultat le plus élevé depuis 1994. Près des 3/4 des personnes interrogées déclarent approuver l'action de la chancelière sortante Angela Merkel (Union chrétienne-démocrate, CDU). Taux de chômage à 6,80%, salaires en hausse et finances publiques quasiment de retour à l'équilibre ne sont pas a priori des éléments de nature à pousser les Allemands à souhaiter une alternance du pouvoir.

A un mois du scrutin, la question est donc moins de savoir si Angela Merkel va le remporter que d'imaginer avec qui la chancelière sortante va gouverner. Aucune des deux coalitions « classiques » – alliance de l'Union chrétienne-démocrate et du Parti libéral-démocrate (FDP) d'une part et union du Parti social-démocrate (SPD) et des Verts (DG) d'autre part – ne semble en mesure de s'imposer dans les urnes le 22 septembre prochain.

Grande coalition ? Union inédite de 3 partis ? Bien malin qui pourrait répondre à cette question. Le rapport de forces entre les 5 principaux partis du pays déterminera la (ou les) couleur(s) du prochain gouvernement allemand.

## Un pays en relative bonne santé économique

0,4% de croissance en 2013 et 1,8% prévu pour l'an prochain, l'Allemagne affiche une relative bonne santé économique. Le chômage s'élève à 6,8% de la population active, soit 2,89 millions de personnes, le chiffre

le plus faible depuis la réunification du pays. Certaines régions comme le Bade-Wurtemberg ou la Bavière sont quasiment en situation de plein emploi. Le chômage de longue durée (plus de 12 mois sans emploi) s'est réduit de plus de 40% depuis 2007. Dans le même temps, le nombre des bénéficiaires des minima sociaux a diminué (- 800 000 personnes).

La consommation intérieure a cru en partie grâce à la hausse récente des salaires (2,5% en 2012). Selon le quatrième rapport gouvernemental sur la pauvreté et la richesse de mars 2013, après avoir augmenté entre les années 2000 et 2005, les écarts de revenus se réduisent depuis 2007 et la pauvreté s'est stabilisée en raison de la bonne santé du marché de l'emploi.

L'indice du baromètre GFK, qui mesure le climat de la consommation dans le pays, a grimpé en juillet dernier de 6,5 à 6,8 points, soit son niveau le plus élevé depuis septembre 2007. L'indice IFO du climat des affaires a également progressé : 104,4 en mai et 106,2 en juillet. Les comptes publics du pays (Etat fédéral, *Länder*, communes et caisses d'assurance sociale) sont en situation excédentaire (+ 2,2 milliards €, soit 0,1% du PIB en 2012) pour la première fois depuis 5 ans, une situation qui s'explique par le niveau élevé de l'emploi et la hausse des recettes fiscales consécutive à l'augmentation des bénéficiaires des sociétés.

Près des 3/4 des Allemands (72%) estiment d'ailleurs que 2012 a été pour eux une bonne année et la quasi totalité des jeunes (17-27 ans) (95%) qualifient leur situation personnelle de « très bonne » selon l'institut TNS Infratest.

Ces résultats économiques constituent l'atout majeur d'Angela Merkel. Celle-ci « rassure les Allemands qui n'attendent pas de leur chancelière qu'elle ait des visions sur l'avenir de l'Europe. La dernière fois qu'un dirigeant allemand a eu des visions, c'était dans les années 1930 et on sait où cela a conduit. Ce qui intéresse les Allemands, c'est que leurs voitures se vendent bien en Chine » analyse Wigan Salazar, directeur de groupe de communication MSL.

Les résultats économiques de Berlin s'expliquent par la spécialisation de l'industrie allemande dans le secteur des biens d'équipement qui a permis au pays de profiter de l'accroissement de la demande dans les pays émergents et d'exporter une très large quantité de sa production. En décembre 2011, les exportations ont, pour la première fois, dépassé le seuil symbolique des 1 000 milliards €. « En 2007, 2/3 de l'excédent commercial allemand était issu du commerce avec les partenaires européens. 5 ans plus tard, les 3/4 de cet excédent, resté identique en valeur, proviennent du reste du monde ; la stratégie allemande largue les amarres

européennes » affirme Olivier Passet, économiste du cabinet Xerfi.

La dynamique allemande s'enracine bien sûr dans des choix politiques et économiques et s'explique par plusieurs facteurs structurels et culturels. Elle est également le résultat du gel des salaires de ces dernières années et de l'Agenda 2010, série de mesures mises en place par le précédent gouvernement de Gerhard Schröder (Parti social-démocrate, SPD) dans les années 2000 qui visaient à redresser la compétitivité du pays par une plus grande flexibilité du marché du travail. En janvier 2005, la loi Hartz 4 a ainsi durci les conditions d'obtention des indemnités chômage (durée de versement de 12 mois au lieu de 26 précédemment, 18 mois pour les plus de 55 ans). Au-delà de cette période, le chômeur perçoit une indemnité de longue durée – qui s'élève à 382 € par mois – attribuée sous conditions de ressources. 6 millions de personnes sont bénéficiaires de l'allocation Hartz 4.

L'opposition social-démocrate aime à rappeler que la prospérité germanique est due aux réformes initiées par Gerhard Schröder et pointe le creusement des inégalités entre riches et pauvres et l'augmentation de la paupérisation des travailleurs qui ont eu lieu sous le gouvernement d'Angela Merkel. 7 millions de salariés sont considérés comme pauvres (salaire horaire inférieur à 8,50 €, voire au-dessous de 5 € pour 1,3 million d'entre eux) et près de la moitié des nouveaux contrats de travail sont à durée déterminée. Enfin, un Allemand sur sept déclare se sentir menacé de tomber dans la pauvreté.

L'Allemagne est enfin confrontée à une crise de natalité. En 2011, le nombre de naissances est tombé à son plus bas niveau depuis la Seconde Guerre mondiale (663 000) et les démographes estiment que la population allemande (82 millions de personnes) pourrait tomber sous les 60 millions d'habitants d'ici 2050. Le pays connaît d'ores et déjà un problème de main d'œuvre. Selon l'OCDE, Berlin devra recruter 5,4 millions de travailleurs qualifiés d'ici à 2025. « L'Allemagne a besoin d'un apport annuel de 200 000 immigrants qualifiés par an pour ses besoins de main d'œuvre » a indiqué le responsable de l'Agence allemande pour l'emploi, Frank-Jürgen Weise.

En 2012, Berlin a accueilli un million d'étrangers, soit

le nombre le plus élevé depuis 17 ans. Parmi eux, le nombre d'Européens du sud (Espagnols, Italiens, Grecs et Portugais) a cru de 8% par rapport à l'année précédente (34 000 personnes au total). En 2011-2012, le gouvernement allemand a facilité la reconnaissance des diplômés étrangers et assoupli les conditions d'obtention de titres de séjour pour les personnes hautement qualifiées. Grâce aux migrants, la population allemande a d'ailleurs augmenté en 2011 pour la première fois depuis 10 ans. Au début du mois d'août, pour lutter contre la pénurie de main d'œuvre dans certains secteurs, le gouvernement a publié une liste de types d'emplois intermédiaires à pourvoir (électriciens, infirmières, etc.) par des travailleurs venus de l'extérieur de l'Union européenne, une première dans l'histoire de l'Allemagne.

### Angela Merkel, atout de son parti

« *Angela Merkel ne domine pas le plus grand parti politique allemand, elle l'incarne à elle seule* » pouvait-on lire dans le quotidien Die Welt en novembre 2012. « *Elle est dans la moyenne, elle obtient de bons résultats. Chacun peut s'identifier à elle et c'est -la recette de son succès. Le programme de son parti, c'est elle* » souligne Edgar Wolfrum, professeur d'histoire à l'université d'Heidelberg. La chancelière sortante, désignée femme la plus puissante du monde pour la 3<sup>e</sup> année consécutive (et la 8<sup>e</sup> fois en 10 ans) et surnommée la chancelière Teflon, jouit en effet d'une popularité exceptionnelle dans l'histoire allemande (70% d'approbation de la part de ses concitoyens). Si les élections fédérales se déroulaient au scrutin uninominal direct, elle l'emporterait selon les enquêtes d'opinion avec 60% des suffrages pour 23% à son principal rival, le social-démocrate Peer Steinbrück. Aux yeux de ses compatriotes, Angela Merkel symbolise la stabilité et la solidité ; elle est également le meilleur défenseur des intérêts allemands. « *L'avantage d'Angela Merkel est qu'elle réagit aux problèmes de façon pragmatique et sans idéologie. Les Allemands font confiance à l'Union chrétienne-démocrate pour créer des emplois* » analyse Richard Hilmer, directeur de l'institut d'opinion Infratest Dimap. La chancelière sortante a été réélue à la tête de la CDU le 4 décembre dernier lors du congrès de son parti à Hanovre par 97,94% des suffrages, soit son résultat le plus élevé

depuis 2000. « *La CDU va concevoir sa campagne sur le thème de la crise en disant : regardez, l'Allemagne a une gestion forte. Et c'est cela qu'Angela Merkel incarne parfaitement* » analyse Gero Neugebauer, politologue de l'université libre de Berlin.

La chancelière sortante est donc l'atout principal de son parti pour la campagne électorale. Il y a quelques semaines, une polémique s'était fait jour sur le fait qu'elle pourrait ne pas effectuer la totalité de son mandat, en cas de victoire le 22 septembre prochain. Dans son livre intitulé *La Chancelière hésitante* publié à la fin du mois d'avril, Nikolaus Blome, patron du service politique du quotidien *Bild Zeitung*, écrivait qu'Angela Merkel pourrait être le premier chancelier depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale à renoncer volontairement au pouvoir. En 2015, elle fêtera ses 60 ans et, en cas de réélection, ses 10 ans de pouvoir, un temps qu'elle a dans le passé qualifié de « maximum acceptable ». La chancelière sortante affirme toutefois qu'elle ira bien au bout de son 3<sup>e</sup> mandat si ses compatriotes lui permettent de se maintenir au pouvoir.

Si la popularité d'Angela Merkel est réelle, elle ne rejailit toutefois pas forcément sur son parti. En 2009, la CDU avait ainsi obtenu le résultat le plus faible de son histoire. Le parti peine en effet à attirer les jeunes électeurs ou encore ceux résidant dans les centres urbains. Parmi les dix premières villes du pays, seule Düsseldorf a un maire chrétien-démocrate (Dirk Elbers). « *Si la CDU entend rester un parti populaire, elle doit prendre en compte l'évolution des réalités. Nous ne pouvons pas simplement dire : « c'est bien parce qu'il en a toujours été ainsi et c'est pour cela que cela ne doit pas changer »* » a déclaré le ministre des Finances Wolfgang Schäuble (CDU).

Angela Merkel a pourtant fait évoluer son parti, en plaidant par exemple pour l'élargissement des droits des homosexuels ou la hausse de l'immigration, indispensable pour compenser la baisse de main d'œuvre due à la faible natalité allemande, sans toujours parvenir à convaincre. Le 22 mars dernier, le Bundesrat, Chambre haute du Parlement allemand, a adopté un projet de loi qui reconnaît aux homosexuels le droit de se marier et d'adopter, texte qui doit cependant encore être adopté par le Bundestag. Le 6 juin suivant, le Tribunal fédéral constitutionnel a accordé aux couples de même sexe

des droits fiscaux identiques à ceux des hétérosexuels (mesure rétroactive à partir de 2011). Les députés ont voté cet amendement le 27 juin. Angela Merkel sait qu'elle ne pourra longtemps faire l'économie d'un débat sur ce sujet mais son parti, qui est le seul à s'opposer au mariage et à l'adoption par des couples de même sexe, reste pour l'heure sourde à toute évolution dans ce domaine.

Les élections ne se gagnent pas sur un bilan, aussi bon soit-il. La chancelière sortante le sait bien. « *L'Allemagne va bien, les Allemands doivent en profiter* » répète-t-elle. Sa force réside dans l'absence de proposition alternative à son programme, une absence qu'elle prend soin d'entretenir en travaillant sans cesse à reprendre à son compte les thématiques et aussi les propositions de l'opposition sociale-démocrate : plafonnement des loyers (mesure dont le coût est évalué à environ 25 milliards €), développement des crèches, amélioration du réseau internet, etc. Des analystes politiques ont ironisé en affirmant que les 127 pages du programme de la CDU, intitulé « *Ensemble pour l'avenir de l'Allemagne* », proposent tout ce qu'offre le SPD moins les augmentations d'impôts.

Car contrairement à l'opposition de gauche, la CDU reste opposée à toute hausse d'impôts. Autre différence notoire entre droite et gauche : Angela Merkel ne veut pas d'un salaire minimum unitaire, qui, selon elle, nuirait à la compétitivité des entreprises, mais défend un salaire minimum par branche d'activité et par Land. « *De nombreux pays en Europe ont un taux de chômage beaucoup plus élevé que nous parce qu'en leur sein, les salaires et les performances au travail divergent trop fortement* » affirme-t-elle.

La chancelière sortante multiplie les cadeaux aux familles. Si elle est réélue à son poste, elle promet l'augmentation des retraites des mères de famille (6 milliards € sont prévus à cet effet). Dès janvier 2014, les mères d'enfants nés avant 1992 (discriminées par rapport à celles ayant eu un enfant, après cette date) percevront une retraite supplémentaire d'un minimum de 650 € par an. Angela Merkel a également promis une hausse des allocations familiales de 35 € par mois, soit 7,5 milliards € de dépenses afin de doper la natalité allemande. Elle souhaite également d'investir dans les routes et l'aménagement du territoire à hauteur de 25 milliards €.

Pas de nouvelle dette, tel est le principal objectif de la CDU. « *La consolidation des finances publiques et la croissance sont les deux faces d'une même médaille lorsqu'il s'agit de restaurer la confiance* » a déclaré Angela Merkel à Davos le 25 janvier dernier. « *Il n'y a pour moi aucune opposition entre finances solides et croissance* » a-t-elle indiqué au quotidien *Le Monde* le 2 juillet dernier.

Son parti reste très attaché à l'indépendance de la Banque Centrale européenne (BCE) et à la séparation entre politique monétaire et politique budgétaire. Pour la chancelière sortante, les Etats européens ne doivent pas obtenir d'aide sans contrepartie, c'est-à-dire sans promettre d'adopter des réformes indispensables à l'assainissement de leurs finances publiques. « *A long terme, chaque pays ne peut vivre qu'à partir de ce qu'il produit. Le bien-être à crédit n'est plus possible. Cela doit être clair pour tout le monde* » a indiqué Angela Merkel. « *J'ai toujours dit que nous devons faire un pas après l'autre. Nous avons déjà obtenu certains résultats : les déficits ont quasiment diminué de moitié en Europe. Ce n'est pas le moment de perdre patience* » a-t-elle souligné dans *Le Monde*. « *Ce ne sont pas des idées allemandes mais les préceptes d'une politique garantissant l'avenir. La politique de réforme et la consolidation favorable à la croissance font l'objet d'un consensus européen et reposent sur des décisions adoptées l'unanimité par les Etats membres* » a indiqué dans une tribune publiée par le même journal en date du 23 juillet 2013 le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble (CDU).

La chancelière sortante tente néanmoins de modifier l'image de gendarme de l'Europe qui colle à l'Allemagne. Pour ce faire, elle a présidé la Conférence européenne pour lutter contre le chômage qui s'est tenue le 3 juillet dernier à Berlin où elle s'est engagée à ce que Berlin prenne en charge la formation et l'emploi de 5 000 jeunes venus d'Espagne par an. Le chômage des Etats du sud inquiète les Allemands pour qui il constitue en effet une menace à moyen terme sur l'union de la zone euro. « *L'Allemagne n'ira bien que si l'Europe va bien, c'est pourquoi nous avons une responsabilité première à remplir nos devoirs* » a déclaré Angela Merkel.

### **L'opposition social-démocrate a-t-elle déjà perdu ?**

Le SPD a placé la justice sociale au cœur de son pro-

gramme. Pour le parti, les élections se joueront sur l'équité des salaires, le recul du travail sous-payé et précaire, une plus grande justice dans l'accès à l'éducation et l'avenir du système de santé. « *Liberté, justice, solidarité. C'est pour ces valeurs que je veux être chancelier* » affirme Peer Steinbrück, candidat du SPD au poste de chancelier. Le thème de la justice sociale, les précédentes campagnes électorales l'ont prouvé, mobilise cependant peu les électeurs qui peinent à croire que l'opposition pourrait mettre fin à la crise actuelle ou mieux la gérer qu'Angela Merkel. Les sociaux-démocrates ne proposent ni modèle économique et social alternatif ni réel projet d'émancipation crédible en ces temps de mobilité sociale réduite. En outre, Peer Steinbrück a toujours soutenu les réformes initiées sous Gerhard Schröder. Il a toutefois promis le poste de ministre du Travail et des affaires sociales à Klaus Wieseühgel, président du syndicat de la construction, de l'industrie de l'agroalimentaire et de l'environnement IG Bau qui est opposé au recul de l'âge de la retraite à 67 ans.

Au niveau économique, le SPD s'oppose à la politique d'austérité imposée par Angela Merkel. « *Avec vous et beaucoup d'autres en Allemagne, je veux abandonner la stagnation pour le progrès. Après le 22 septembre, je veux prendre les responsabilités pour une Europe plus unifiée dans laquelle nous serons de bons voisins* » a déclaré Peer Steinbrück, ajoutant « *Nous sommes favorables à la consolidation budgétaire mais nous voulons la compléter par la croissance* ».

Pour les sociaux-démocrates, la réduction des déséquilibres économiques européens ne doit pas reposer sur les seuls Etats déficitaires. « *Les excédents de notre balance des paiements sont les déficits des autres ; depuis l'introduction de l'euro, nous avons encaissé 500 milliards € de plus que nous en avons dépensé. Comme n'importe quel chef d'entreprise intelligent, nous devons en investir une partie* » a déclaré le dirigeant du SPD, Sigmar Gabriel. Le principal parti d'opposition est favorable à une coordination des politiques économiques et fiscales des Etats de la zone euro, à une réforme bancaire qui séparerait les activités spéculatives de celles de la banque de détail et enfin à la création d'une agence de notation européenne.

Le SPD souhaite créer un Fonds monétaire européen

à partir du mécanisme européen de stabilité (MES), en charge de la restructuration des dettes des Etats défaillants. Partisans des euroobligations, les sociaux-démocrates veulent mettre en place une taxe sur les transactions financières. « *L'Europe ne peut fonctionner que si elle est solidaire de ceux qui connaissent des difficultés* » a affirmé Peer Steinbrück dans un entretien au quotidien *Le Monde* le 9 avril. « *Economiser, seulement économiser, cela ne va pas sortir les pays en crise de leurs difficultés* » a-t-il répété le 17 août dernier à Berlin où il célébrait les 150 ans du parti.

Le SPD se bat pour la mise en place, dès le 1er février 2014, d'un salaire minimum de 8,50 € par heure (une mesure qui concernerait 6,8 millions de salariés dans le pays) et d'une pension de retraite de solidarité. « *C'est non seulement plus juste socialement mais cela fait sens économiquement puisque cela crée du pouvoir d'achat* » a déclaré le candidat du SPD qui affirme que ces mesures apporteront 7 milliards € au pays (par la hausse des impôts perçus et l'arrêt du versement de certaines des allocations délivrées aux travailleurs les plus pauvres). Les sociaux-démocrates veulent développer le droit à la formation et augmenter le nombre d'écoles pouvant accueillir les enfants toute la journée pour faciliter le travail des parents. Ils souhaitent également mettre en place des quotas pour permettre aux femmes d'accéder à des postes de responsabilité et créer un poste de secrétaire d'Etat en charge des femmes et de la parité dans le prochain gouvernement.

Peer Steinbrück promet de réformer la fiscalité des ménages en supprimant l'allocation parentale d'éducation et réintroduisant l'impôt sur fortune, en portant à 49% le taux maximal d'imposition pour les revenus supérieurs à 100 000 € (celui-ci est de 42% pour les revenus supérieurs à 53 000 € et de 45% pour ceux au-dessus de 250 000 €). Le SPD veut interdire aux propriétaires de proposer des loyers supérieurs de 10% aux tarifs proposés dans le quartier pour le même type de logement et plus largement d'augmenter les loyers qu'ils demandent de plus de 15% sur 4 ans.

Les sociaux-démocrates souhaitent enfin permettre à tout enfant né en Allemagne de devenir Allemand tout en conservant la nationalité de ses parents. Les enfants nés en Allemagne de parents étrangers doivent en effet choisir à l'âge de 18 ans entre la nationalité

allemande et celle(s) de leur(s) parent(s). S'ils ne le font pas, ils perdent obligatoirement leur nationalité allemande à l'âge de 23 ans. « *Je comprends tous ceux qui veulent vivre durablement en Allemagne sans pour autant renoncer à leurs racines. Nous avons besoin d'un code de la nationalité moderne* » a déclaré Sigmar Gabriel, qui a précisé que l'acceptation de la double nationalité sera la première mesure qu'adopterait un gouvernement de gauche (alliant les sociaux-démocrates aux écologistes). Les enquêtes montrent que l'obligation de renoncer à la nationalité de leurs parents est l'un des motifs qui pousse par exemple de nombreux jeunes turcophones vivant en Allemagne à quitter le pays.

Peer Steinbrück a été désigné le 28 septembre 2012 candidat social-démocrate au poste de chancelier. Le 9 décembre, sa candidature, acceptée à l'unanimité par la direction du parti, a été confirmée par 93,45% des voix lors du congrès de Hanovre. Ancien ministre des Finances du gouvernement de grande coalition dirigé par Angela Merkel (2005-2009), Peer Steinbrück est membre de l'aile droite du SPD. Au cours de la campagne, il a gauchisé son discours, en partie poussé par la chancelière qui excelle à reprendre à son compte les propositions des sociaux-démocrates. Si la réputation d'excellent gestionnaire et l'expérience de trésorier de l'Allemagne de Peer Steinbrück rassuraient les électeurs les plus centristes, le programme du parti d'opposition adopté par les 600 délégués du congrès d'Augsbourg et intitulé « *Pour un nouvel équilibre dans notre pays* » est considéré comme très à gauche.

Dès sa nomination, Peer Steinbrück a largement occupé la scène politique, mais moins grâce à ses propositions pour l'avenir du pays qu'en raison de ses gaffes (actuelles ou passées) qui ont déstabilisé jusqu'à son propre camp. Au début de l'année, la presse a révélé que sa participation à différents colloques et conférences lui avait rapporté 1,25 million € depuis novembre 2009. Peer Steinbrück détient d'ailleurs le record du parlement pour le nombre d'interventions à des conférences extérieures (89 au total) et est le député qui a perçu les honoraires les plus élevés : les conférences étaient rétribuées 14 065 € en moyenne (7 314 € de gains réels après imposition). Face à cette polémique, le candidat du SPD s'est défendu en affir-

mant n'avoir rien fait d'illégal et déclaré avoir fait don d'une partie de ses revenus à des œuvres caritatives. Il a rappelé qu'il avait participé à 250 conférences, notamment dans des écoles, sans recevoir d'argent. Peer Steinbrück a assisté à des conférences lors des périodes de débats parlementaires et qu'il a utilisé pour s'y rendre la carte de député lui donnant droit à des transports gratuits. « *Ce pays n'a-t-il pas des problèmes plus importants à débattre que de s'intéresser à ma façon d'utiliser ma carte de la Deutsche Bahn (compagnie ferroviaire allemande) ?* » s'est-il défendu. Quelques semaines plus tard, Peer Steinbrück a affirmé que le chancelier allemand n'était pas assez payé. « *Pratiquement chaque directeur de caisse d'épargne de Rhénanie du Nord-Westphalie gagne plus que le chancelier* » a-t-il souligné. En février, il emploie le terme de « *clowns* » pour qualifier Beppe Grillo, dirigeant du Mouvement cinq étoiles (M5s) en Italie, et l'ancien président du Conseil italien Silvio Berlusconi (Parti du peuple pour la liberté, PdL), donnant l'impression de critiquer le vote des Italiens les 24 et 25 février. Au printemps, on, apprenait que la famille au sein de laquelle il s'était installé pour une émission de télévision était en fait liée à un responsable du SPD et que la femme qui recevait le candidat de l'opposition était elle-même membre du parti.

Enfin, le 4 août dernier, Peer Steinbrück n'a pas hésité à affirmer, à propos du manque de passion de la chancelière pour la politique européenne, à affirmer qu'Angela Merkel avait eu « *une socialisation personnelle et politique totalement différentes de celles des Allemands qui ont vécu l'intégration européenne depuis le début des années 1950* ». Ces propos, qui ont été entendus comme une stigmatisation de la population originaire de la partie orientale du pays, ont provoqué un scandale et, de façon paradoxale, le Parti de gauche s'est retrouvé à défendre ardemment la chancelière.

Beaucoup de gaffes et de maladresses donc pour le candidat SPD mais le plus grave est sans doute les dissensions apparues à plusieurs reprises entre les différents dirigeants du parti. Peer Steinbrück a d'ailleurs dû appeler dans l'hebdomadaire Der Spiegel « *tout le monde, y compris le président du parti, à se rassembler d'une manière loyale et constructive au cours des 100 prochains jours derrière le candidat à la chancellerie et sa campagne* ».

Le candidat SPD souffre indéniablement d'un déficit d'image, notamment parmi les femmes. Si la dirigeante de la CDU est plus populaire que son parti, l'inverse est vrai du côté de l'opposition. Peer Steinbrück fait face à deux difficultés majeures : il doit, d'une part, parvenir à faire entendre sa différence et à exposer un programme alternatif sans critiquer la très populaire Angela Merkel et, d'autre part, parvenir à convaincre les électeurs que son parti possède une réelle stratégie de croissance à même d'assurer une plus grande justice sociale grâce à une meilleure distribution des revenus du travail, le temps de la redistribution via des transferts sociaux étant désormais révolu.

### Quel faiseur de rois ?

#### *Le Parti libéral-démocrate à la croisée des chemins*

Créé en 1948 et longtemps faiseur de rois des élections allemandes, le Parti libéral démocrate (FDP), qui avait obtenu son résultat le plus élevé lors du dernier scrutin en 2009 (14,6% des suffrages), lutte désormais pour sa survie. Il détient en partie la clé des élections. Le candidat du FDP à la chancellerie est Rainer Brüderle. Le FDP est, en Allemagne, le seul parti à promouvoir la liberté et la responsabilité des individus comme du marché, un positionnement difficile à l'heure où les citoyens, affectés par la crise socioéconomique, demandent un accroissement du rôle de l'Etat. Le FDP souhaite un allègement et une simplification de la fiscalité et est opposée à l'établissement d'un salaire minimum, synonyme à terme d'un accroissement de la pauvreté. Il s'est même prononcé en juillet contre l'extension, proposée par la chancellerie sortante, de l'impôt sur la solidarité (*Solidaritätszuschlag*), introduit en 1991 pour aider au développement de la partie orientale du pays et qui doit normalement disparaître en 2019. Cette taxe a rapporté 13,6 milliards € en 2012.

Libéral sur les plans économique comme sociétal, le dirigeant du parti, Philipp Rösler, s'est déclaré favorable à l'acceptation de la double nationalité en Allemagne : « *Trouver de la main d'œuvre est l'un des plus grands défis de l'économie allemande. Les ressortissants nationaux ne suffiront pas à couvrir les besoins. Je suis*

*persuadé qu'il nous faudra davantage de main d'œuvre qualifiée venant de l'étranger. Et la double nationalité est une initiation supplémentaire pour attirer cette main d'œuvre* » a-t-il souligné.

Le parti est également partisan de l'égalité entre les couples et de l'adoption par les couples de même sexe. Selon Jack Janes, président de l'Institut des études allemandes contemporaines de l'université Johns Hopkins, « *10% des Allemands sont philosophiquement libéraux* ».

Rainer Brüderle affirme que le programme de Peer Steinbrück coûterait 40 milliards € au pays en raison des augmentations d'impôts qu'il préconise. La tête de liste du FDP tente d'effrayer certains électeurs en affirmant que pour former un gouvernement, les sociaux-démocrates seraient in fine obligés de s'allier avec le Parti de gauche pour obtenir la majorité absolue.

Les deux partis de droite semblent en fait s'être partagé les rôles pour la campagne électorale : la CDU a pour objectif d'attirer les électeurs du centre (et ceux de gauche qui pourraient être déçus par Peer Steinbrück) tandis que le FDP essaie de séduire les Allemands les plus à droite et ceux qui pourraient être tentés par L'Alternative pour l'Allemagne (AfD), parti eurosceptique créé par Bernd Lucke. L'idéal pour Angela Merkel (et pour les libéraux) serait que la majorité des votants utilisent leur première voix pour voter pour la CDU et la deuxième pour se prononcer pour le FDP.

#### *Les Verts vont-ils bénéficier du regain de la conscience écologique ?*

Après avoir connu un léger recul dans les enquêtes d'opinion du début de l'année 2013, menacés notamment par le Parti pirate, les Verts ont désormais refait leur retard dans les sondages. Le parti a obtenu plusieurs résultats satisfaisants au cours de la législature qui s'achève. Ils dirigent pour la première fois de l'histoire un *Land* – le Bade-Wurtemberg –, où Winfried Kretschmann, est ministre-président depuis les élections régionales du 27 mars 2011. Ils ont également remporté la mairie de Stuttgart, 6e plus grande ville d'Allemagne, où Fritz Kuhn est devenu, le 21 octobre dernier, le premier maire écologiste d'une capitale régionale.

Les 17-18 novembre dernier, lors du congrès du parti à Hanovre, Cem Ozdemir et Claudia Roth ont été reconduits à la tête des écologistes pour 2 ans. En revanche, cette dernière a été désavouée lors des élections primaires qui se sont déroulées au cours du même mois pour désigner les têtes de listes de la campagne électorale. 15 candidats étaient en lice ; Jürgen Trittin, leader du groupe parlementaire vert et représentant de l'aile gauche du parti, et Katrin Göring-Eckardt, vice-présidente du Bundestag et représentante de l'aile droite, ont remporté le scrutin.

Ancien parti protestataire devenu parti de gouvernement en 1998, les Verts sont dorénavant le parti le plus bourgeois d'Allemagne : leurs électeurs sont plus diplômés et disposent d'un revenu plus élevé que la moyenne des Allemands. Les premiers écologistes ont vieilli : 80% d'entre eux avaient moins de 35 ans en 1980 pour un tiers seulement actuellement. Ils ont plutôt bien réussi professionnellement et sont socialement très bien insérés : en 1980, plus des 2/3 d'entre eux (70%) jugeaient « mauvaise » leur situation économique personnelle ; 60% s'en déclarent satisfaits désormais. S'ils se sont décalés vers la droite, les Verts diffèrent cependant des autres électeurs bourgeois en ce qu'ils défendent des valeurs libérales : défense de l'environnement bien sûr, mais multiculturalisme, égalité hommes-femmes et égalité des droits de tous les couples.

Les écologistes ont beau avoir invité le dirigeant social-démocrate Sigmar Gabriel à leur congrès des 26-28 avril à Berlin (et Claudia Roth a beau avoir été l'une des invitées du congrès du SPD à Augsburg les 13 et 14 avril), il n'est pas tout à fait impossible que 2013 signe la fin de l'alliance exclusive des écologistes avec le SPD. Plus de la moitié des membres du parti (54%) disent pouvoir imaginer gouverner avec la CDU d'Angela Merkel.

Le parti reste cependant divisé entre les partisans du libéralisme de marché et ceux qui se montrent favorables à un renforcement de l'Etat-providence. De son côté, la chancelière sortante a déclaré dans le journal *Bild am Sonntag* au printemps dernier : « Notre relation avec les Verts s'est développée. On peut dire qu'elle s'est normalisée. Alors qu'il y avait dans le passé des divergences insurmontables, le ton est différent et le dialogue simple ». La question fiscale (les Verts sont favorables à une augmentation des impôts) reste cependant un différend important entre les deux partis et Angela Merkel ne ferait certainement le choix d'un gouvernement avec les écologistes qu'en dernier ressort.

On notera qu'aux élections fédérales de 1998 et 2002, plus de la moitié des électeurs verts avaient donné leur

première voix au SPD pour seulement un tiers en 2009.

Les écologistes sont favorables à l'établissement d'un salaire minimum (de 8,50 € par heure) et à une augmentation des taxes. Ils veulent relever le seuil maximal de 42% à 49% pour les revenus supérieurs à 80 000 € annuels et introduire progressivement un impôt sur la fortune en commençant par un prélèvement de 1% sur les fortunes supérieures à 1 million €. Ils souhaitent revaloriser l'allocation Hartz 4 versée aux chômeurs de longue durée et garantir une pension de retraite de 850 € mensuels aux personnes ayant travaillé plus de 30 ans ou élevé des enfants.

Les Verts veulent enfin accélérer la transition énergétique et souhaitent que les énergies renouvelables couvrent dès 2030 l'ensemble des consommations d'électricité et, en 2040, les transports et les consommations de chauffage. Les énergies renouvelables couvrent actuellement un peu moins de 20% des besoins de l'Allemagne.

#### *Quel avenir pour le Parti de gauche ?*

Le Parti de gauche (Die Linke) a obtenu des résultats très mitigés lors des dernières élections régionales à travers le pays. Il a été chassé de plusieurs parlements régionaux, notamment dans la partie occidentale de l'Allemagne, et est redevenu un parti des *Länder* de l'ancienne RDA (et de la Sarre).

Le parti a également été secoué par plusieurs crises et notamment par les forts soupçons d'antisémitisme. La direction a d'ailleurs tenu à inscrire le droit d'Israël à exister dans son programme électoral pour les élections. Récemment, son ancien dirigeant Oskar Lafontaine a demandé l'abandon de l'euro afin d'aider les pays du sud de l'Europe. « *Les Allemands n'ont pas encore reconnu que les Européens du sud, y compris les Français, vont tôt ou tard être forcés par leur misère actuelle de se battre avec l'hégémonie allemande* » a déclaré celui qui était pourtant ministre des Finances au moment de l'adoption de la monnaie unique. « *Dans les années 1990, je pensais qu'une coordination salariale orientée vers la productivité était possible et j'étais donc d'accord avec la création de l'euro ; toutefois, les dernières années ont montré qu'une telle politique n'a aucune chance d'être mise en œuvre* » a indiqué Oskar Lafontaine pour justifier l'évolution de sa position sur la monnaie unique.

Le Parti de gauche a indiqué que les opinions de son ancien leader, qui n'est pas candidat aux élections, ne reflétaient pas la ligne du parti.

Le Parti de gauche a adopté un programme électoral 100% social lors de son congrès qui s'est tenu à

Dresde du 14 au 16 juin dernier. Celui-ci a été évalué à 180 milliards €. Le parti propose de porter à 53% la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu et d'effectuer un prélèvement européen exceptionnel de 75% sur la part des revenus et des patrimoines supérieurs à 1 million €, des mesures qui, selon lui, rapporterait 10 milliards € et permettraient de relever l'allocation Hartz 4 de 382 € à 500 € par mois et de créer une retraite minimum d'un montant de 1 050 €. Le parti est favorable à l'établissement d'un salaire minimum de 10 € par heure (qui serait porté à 12 € en 2017) et demande la nationalisation des banques et la réduction du temps de travail à 30 heures hebdomadaires.

Au niveau européen, le Parti de gauche souhaite la création d'euroobligations et un contrôle démocratique de la BCE. Il demande l'adoption d'une politique sociale commune par l'Union économique et monétaire. Partisan de l'abolition de l'OTAN, il veut interdire tout engagement de la Bundeswehr (armée allemande) à l'étranger et toute livraison d'armes émanant de Berlin.

## Une nouvelle offre politique

### L'Alternative pour l'Allemagne (AfD)

« Nous voulons mettre fin à une flagrante violation de démocratie, des principes légaux et économiques que nous avons connue ces 3 dernières années parce que le gouvernement d'Angela Merkel affirme qu'il n'y a pas de solution alternative » affirme Bernd Lucke, cofondateur et porte-parole du nouveau parti, créé le 6 février dernier par Frauke Petry, Konrad Adam, et Bernd Lucke, L'Alternative pour l'Allemagne (AfD), un nom choisi en réponse aux propos de la chancelière sortante. « Maintenant, il existe une solution alternative pour l'Allemagne » répète Bernd Lucke. Celui-ci a été membre de la CDU durant 33 ans avant de quitter le parti en 2011 après le vote du plan de sauvetage de l'euro.

L'AfD, qui estime que le pays connaît la plus grave crise de son histoire, s'est construite sur 3 fondements : Berlin ne doit plus garantir les dettes des autres Etats membres ; la monnaie unique doit être abandonnée (« dissoute » de manière contrôlée et graduelle ; chaque Etat doit être libre de quitter l'euro, d'entrer dans autre association monétaire ou d'introduire sa monnaie propre en parallèle) et un référendum doit être organisé pour tout nouvel abandon de souveraineté de l'Allemagne en faveur de l'Union européenne. Pour l'AfD, la zone euro rassemble des économies nationales de puissance et de nature trop différentes. La suppression de l'euro permettrait de créer des unions monétaires régionales plus souples qui regrouperaient des pays de même puissance éco-

nomique. L'Allemagne, la Finlande, les Pays-Bas et l'Autriche pourraient ainsi être rassemblés dans une zone euro du nord. « La Grèce, Chypre, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et vraisemblablement la France devront sortir de l'euro » a affirmé Bernd Lucke au journal Focus le 22 avril dernier, ajoutant « Si l'euro disparaît, l'Europe ne disparaîtra pas mais en revanche, Angela Merkel et Wolfgang Schäuble tomberont ».

Les membres d'AfD veulent donc stopper toute aide financière aux pays de la zone euro qui ne font pas d'effort pour gérer leurs finances publiques. « On se contente de donner de l'argent à ceux qui ont accumulé le plus de dettes et non pas aux plus pauvres » souligne Bernd Lucke. « Nous devons nous battre pour le bien de tous plutôt que de trouver des solutions profitant à un certain nombre de pays, dont l'Allemagne, pendant que d'autres en souffrent » indique-t-il également.

L'AfD se bat également pour une simplification du système fiscal, une politique d'immigration capable d'attirer les plus talentueux, l'engagement des troupes allemandes en dehors de l'OTAN et s'élève contre la politique subventionnée en faveur des énergies renouvelables qui, selon le parti, coûte cher aux Allemands.

Le parti pourrait séduire les électeurs, dont les 2/3 sont opposés au versement d'aides financières aux mauvais élèves de la zone euro, mais les Allemands restent très majoritairement favorables à la monnaie unique (70%). Cependant, même sans atteindre le seuil de 5% des suffrages exprimés obligatoires pour être représenté au parlement, l'AfD pourrait handicaper la chancelière sortante. Sa présence dans le débat politique oblige en tout cas Angela Merkel à maintenir sa ligne politique et à refuser tout assouplissement de sa politique européenne avant les élections.

L'AfD souffre néanmoins d'un problème de positionnement : la photo de Bernd Lucke en une de l'hebdomadaire Der Spiegel avec le responsable du Parti de gauche n'a certainement pas été la meilleure idée de campagne du parti. Les récents propos de Bernd Lucke qui a déploré l'ignorance des électeurs (« Seule une minorité de personnes se préoccupe des questions importantes et les comprend à peu près. En parlant avec des gens dans la rue, nous avons constaté qu'environ 20% des électeurs s'intéressent vraiment à l'économie et à l'euro et en ont une connaissance même approximative » a-t-il regretté) ne devraient pas non plus renforcer la popularité du parti. « Ils n'ont pas trouvé la bonne personne pour les mener » a indiqué Manfred Güllner, directeur de l'institut d'opinion Forsa à propos de l'AfD.

### Les pirates

« Les pirates expriment un ras-le-bol venu du cœur même de la société allemande, frustrée par le débat politique » analyse Stefan Seidendorf, de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg. Sans doute pour cette raison même, leurs succès, bâtis sur le mécontentement des votants, restent fragiles. Les électeurs, qui apprécient de plus en plus que les candidats incarnent véritablement les valeurs qu'ils défendent, apprécient la façon qu'ont les pirates de faire de la politique : peu d'idéologie mais fraîcheur et authenticité de leurs convictions et de leur programme et faible hiérarchie organisationnelle. Les pirates demandent la liberté totale d'internet ; la gratuité des transports en commun ; la renationalisation des réseaux d'eau, de gaz et d'électricité ; le libre accès à la culture et à l'information ; un maximum de 15 élèves par classe ; le droit de vote à 14 ans ; la gratuité des cantines scolaires ; un salaire de base garanti pour tous et la privatisation de la religion.

Le Parti pirate (P) est né en Allemagne en mai 2009, lorsqu'une pétition a été lancée sur le réseau de Franziska Heine contre le projet du gouvernement de la chancelière Angela Merkel d'interdire l'accès aux sites internet aux personnes suspectées de pédophilie. Le texte a recueilli 134 000 signatures et a été déposé au Bundestag avant que le gouvernement n'abandonne *in fine* son projet. Le parti revendique 30 000 membres, dont la moitié viennent des Verts, du FDP et du Parti de gauche. Ils ont élu à leur tête Bernd Schlömer, haut fonctionnaire au ministère de la Défense, avec 66% des suffrages.

S'ils ont fait leur entrée dans 4 parlements régionaux lors des dernières élections qui se sont déroulées dans les *Länder* au cours des 2 dernières années, les pirates cumulent cependant deux handicaps majeurs : ils formulent peu de propositions politiques concrètes et semblent peu préparés à l'exercice du pouvoir comme d'ailleurs à la gestion des crises qui se font parfois jour en leur sein comme dans toute organisation. La participation au pouvoir reste d'ailleurs pour eux une question ouverte.

### Le système politique allemand

Le Parlement allemand est bicaméral, composé d'une Chambre basse, le Bundestag et d'une Chambre haute, le Bundesrat.

Les élections par lesquelles sont désignés les membres du Bundestag ont lieu tous les 4 ans selon un système mixte qui combine vote uninominal majoritaire et vote à la proportionnelle de liste. Chaque électeur

dispose de 2 voix. La première (*Erststimme*) lui permet de désigner, au scrutin uninominal, le député de la circonscription (*Wahlkreise*) dans laquelle il réside. Le pays compte 299 circonscriptions et le nombre d'élus désignés de cette façon, qui obtiennent ainsi un mandat direct, va de 2 à Brême et 4 en Sarre jusqu'à 64 en Rhénanie du nord-Westphalie. La deuxième voix (*Zweitstimme*) permet à l'électeur de voter par ordre préférentiel en faveur d'une liste présentée par un parti politique au niveau du *Land* (l'Allemagne compte 16 *Länder*). Les sièges sont attribués selon la méthode de Sainte-Laguë. Le pourcentage des 2e voix détermine le nombre de sièges revenant proportionnellement à chaque parti et, *in fine*, le rapport de forces entre les partis au sein du Bundestag. 323 députés ont été élus ainsi en 2009 et 315 en 2005.

Seuls les partis ayant obtenu plus de 5% des suffrages exprimés au niveau national ou 3 mandats directs au scrutin uninominal peuvent être représentés au Bundestag. Si, dans un *Land*, un parti remporte davantage de mandats directs que le nombre de sièges qui lui est accordé en fonction du nombre de 2e voix, il conserve néanmoins ces mandats excédentaires (*Überhangmandate*). Ce qui explique que le nombre de membres du Bundestag est variable.

Le 2 juillet dernier, la Cour constitutionnelle de Karlsruhe a jugé inconstitutionnel le système des mandats supplémentaires lorsque leur nombre dépasse 15 sièges. La loi a été modifiée de façon à compenser au niveau national les mandats supplémentaires dès le premier d'entre eux afin que le Bundestag reflète le plus fidèlement possible la répartition des 2e voix. Cette nouvelle règle pourrait porter à 650, voire 700, le nombre de députés.

34 partis politiques sont en lice pour les élections du 22 septembre prochain, dont 6 sont représentés au Bundestag et concourent dans les 16 *Länder*.

Le système électoral allemand vise à assurer le parti d'une majorité parlementaire stable et à éviter l'émiettement de la scène politique que le pays a connu sous la République de Weimar (1919-1933), où le grand nombre de partis représentés au Parlement avait rendu la formation d'un gouvernement quasiment impossible. Le système rend quasiment impossible pour un parti de former seul le gouvernement.

En 1949, 11 partis politiques étaient représentés au Bundestag, ils n'étaient plus que 4 en 1957 et seulement 3 (en regroupant la CDU et la CSU en un seul parti) entre 1961 et 1983 (SPD, CDU/CSU et FDP). En 1983, les Verts parviennent à franchir la barre des 5%, des suffrages exprimés et entrent au Parlement ; ils seront suivis en 1990 du Parti du socialisme démocratique (PDS), issu du Parti socialiste unifié (SED) de l'ex-Allemagne de l'Est, (les députés anciennement

communistes entreront donc au Bundestag un an après la chute du Mur), ancêtre du Parti de gauche.

### 6 partis politiques sont représentés au Bundestag :

- l'Union chrétienne-démocrate (CDU), fondée en 1945, dirigée par la chancelière sortante, Angela Merkel, au pouvoir depuis 2005, compte 194 députés ;
- l'Union chrétienne-sociale (CSU), créée en 1946 et dirigée depuis fin 2008 par le ministre-président de Bavière, Horst Seehofer, coopère électoralement avec la CDU depuis 1953. Selon leur accord, la CDU ne présente pas de candidat en Bavière et la CSU ne concourt que dans ce seul Land. La CSU possède 45 sièges ;
- le Parti social-démocrate (SPD), fondé en 1863, est la plus ancien parti politique d'Allemagne. Dirigé par Sigmar Gabriel, il compte 146 députés ;
- le Parti libéral démocrate (FDP), créé en 1948 et

dirigé par Philipp Rösler, a longtemps été le faiseur de rois des élections allemandes. Il a participé dans les années 1980 et 1990 à l'ensemble des gouvernements dirigés par la CDU mais également, dans les années 1970, à des coalitions gouvernementales emmenées par le SPD. Il possède 93 sièges ;

- le Parti de gauche (Die Linke), d'extrême gauche, est né le 16 juin 2007 de la fusion du Parti du socialisme démocratique (PDS), issu du Parti socialiste unifié (SED) de l'ex-Allemagne de l'Est, avec l'Alternative pour le travail et la justice sociale (WASG), mouvement créé le 22 janvier 2005 et qui rassemblait l'ancienne élite communiste et les déçus de la social-démocratie. Dirigé par Katja Kipping et Bernd Riexinger, il compte 46 députés ;
- les Verts, issus de la fusion, en 1993, d'Alliance 1990, mouvement pour les droits civiques de l'ex-Allemagne de l'Est, et du parti écologiste, possèdent 68 sièges.

### Rappel des résultats des élections au Bundestag du 22 septembre 2009 en Allemagne

Participation : 70,80%

partis politiques	Scrutin majoritaire			Scrutin proportionnel			Total des sièges
	Nombre des voix obtenues	suffrages recueillis (%)	Nombre de sièges	Nombre des voix obtenues	suffrages recueillis (%)	Nombre de sièges	
<b>Union chrétienne-démocrate-Union chrétienne-sociale (CDU-CSU)</b>	17 047 674	39,4	218	14 658 515	33,8	21	239
<b>Parti social-démocrate (SPD)</b>	12 079 758	27,9	64	9 990 488	23	82	146
<b>Parti libéral démocrate (FDP)</b>	4 076 496	9,4	0	6 316 080	14,6	93	93
<b>Parti de gauche</b>	4 791 124	11,1	16	5 155 933	11,9	60	76
<b>Les Verts</b>	3 977 125	9,2	1	4 643 272	10,7	67	68
<b>Autres</b>	1 275 823	3		2 786 902	6		

Source: [http://www.bundeswahlleiter.de/en/bundestagswahlen/BTW\\_BUND\\_09/ergebnisse/bundesergebnisse/index.html](http://www.bundeswahlleiter.de/en/bundestagswahlen/BTW_BUND_09/ergebnisse/bundesergebnisse/index.html)

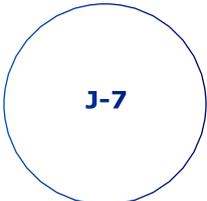
Le parlement allemand possède également une Chambre haute, le Bundesrat, composée des membres des gouvernements des 16 *Länder* du pays. Chaque région y dispose d'au moins 3 voix ; celles comptant plus de 2 millions d'habitants possèdent 4 voix ; celles de plus de 6 millions, 5 voix et enfin celles de plus de 7 millions, 6 voix. Au total, le Bundesrat compte 69 membres.

La dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Forschungsgruppe Wahlen et publiée le 17 août dernier crédite la CDU de 41% des suffrages le 22 septembre prochain, loin devant le SPD qui recueillerait 25% des voix. Les Verts arriveraient en 3e position avec 13% des suffrages. Le Parti de gauche obtiendrait 8% des voix et le FDP juste 5% des suffrages. Ensemble, chrétiens-démocrate et libéraux-démocrates recueilleraient

donc 46% des voix pour 38% aux forces de gauche (sociaux-démocrates et verts). « *Ceux qui pensent que ces élections sont déjà jouées et qu'Angela Merkel restera chancelière quoi qu'il arrive pourraient vivre un réveil difficile après la fermeture des bureaux de vote. L'issue du scrutin est tout sauf certaine* » a néanmoins souligné la chancelière sortante. Le sondage rendu public par la chaîne de télévision ZDF ne peut que confirmer ses craintes puisque celui-ci révèle que près de 3/4 des électeurs (72%) n'excluent pas de choisir, le jour du scrutin, un autre parti que celui pour lequel ils déclarent vouloir voter.

« *Les élections fédérales se jouent toujours au cours des 6 dernières semaines* » affirme Nils Diederich, politologue de l'université libre de Berlin, Nous y sommes. Le dernier mois de campagne sera donc décisif.

## Angela Merkel toujours en tête des sondages mais l'écart avec l'opposition se resserre à une semaine des élections allemandes



J-7

61,8 millions d'Allemands sont conviés à se rendre aux urnes le 22 septembre prochain pour désigner les membres du Bundestag, chambre basse du parlement allemand.

La chancelière sortante Angela Merkel (Union chrétienne-démocrate, CDU) domine les enquêtes d'opinion et, à une semaine du vote, reste la grande favorite du scrutin. L'écart entre son parti et l'opposition de gauche, formée par le Parti social-démocrate (SPD) et les Verts, s'est cependant légèrement resserré au cours des derniers jours.

La CDU a centré sa campagne sur la poursuite de la croissance et de la discipline budgétaire, le développement des investissements, le renforcement de l'aide aux familles et le refus de tout alourdissement de la fiscalité. La justice sociale et une plus grande solidarité européenne sont les thèmes majeurs du programme du SPD.

« *Il n'existe pas de Wechselstimmung (désir de changement) en Allemagne* » écrit Ulrike Guérot, directrice du bureau berlinois de l'ECFR. La victoire d'Angela Merkel semble acquise mais la question de qui sera(ront) son (ou ses) partenaires gouvernementaux demeure. Tout dépendra bien sûr du rapport de force qui émergera

au soir du 22 septembre. Les libéraux (FDP) vont-ils être évincés du Bundestag ? Quel sera le résultat des verts ? Le Parti de gauche (Die Linke) peut-il bloquer (ou sauver) la situation pour la gauche ? L'Alternative pour l'Allemagne (AfD), parti anti-euro, peut-il créer la surprise et mettre la droite allemande en danger ?

L'archevêque de Fribourg (Bade-Wurtemberg) et président de la conférence épiscopale des évêques allemands, Monseigneur Bernard Zollitsch, a mis en garde les Allemands contre la tentation de voter pour ce parti. « *Notre avenir réside dans l'Europe et pas dans le retour aux Etats nations. J'espère que nous avons durablement dépassé cette question et qu'il ne s'agit que de quelques nostalgiques qui n'entreront pas au Bundestag* » a-t-il déclaré. « *Les choses ne vont pas assez mal pour que les Allemands votent pour un parti anti-euro. L'Allemagne va bien, les gens n'ont pas peur pour leur travail ou leur retraite* » affirme Carsten Koschmieder, politologue de l'université libre de Berlin.

La chancelière sortante aimerait reconduire sa coalition gouvernementale avec le Parti libéral (FDP) mais celui-ci n'est pas assuré de recueillir le seuil de 5% des suffrages obligatoires pour être représenté au Bundestag. Un paradoxe alors que l'Allemagne n'a sans doute jamais été aussi libérale qu'en 2013. Le FDP, qui avait réalisé lors des précédentes élections du 22 septembre 2009 le résultat le plus élevé de leur histoire (14,6% des voix), se présente comme le parti « *de la famille normale, avec un père et une mère qui travaillent et deux enfants, la famille dont on ne parle jamais dans les journaux* » selon les propres termes de leur dirigeant Philipp Rösler. Il s'oppose, comme la chancelière sortante, à toute augmentation d'impôts mais, contrairement à elle, ne tire aucun bénéfice de leur participation au gouvernement depuis 2009.

Angela Merkel pourrait donc arriver en tête des élections et se trouver dans l'impossibilité de former une majorité de gouvernement, à moins de s'allier avec le SPD dans une grande coalition que souhaitent d'ailleurs la majorité des Allemands selon les enquêtes d'opinion (52%).

Peer Steinbrück, ancien ministre des Finances de la grande coalition dirigée par Angela Merkel entre 2005 et 2009, a indiqué qu'il n'y participerait pas. Le SPD a en effet été le grand perdant de son alliance avec la CDU : le parti avait obtenu le résultat le plus faible de son histoire (23%) lors des élections du 22 septembre 2009. « *Etant donné que j'ai gouverné une grande coalition, je ne serais absolument pas crédible si j'excluais cette option* » a indiqué la chancelière sortante dans un entretien à la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* le 17 août dernier.

L'Allemagne sera-t-elle prochainement gouvernée par une coalition inédite de 3 partis ? A une semaine des élections, la reconduction de la coalition sortante CDU/CSU- FDP est loin d'être assurée. Quant à l'union du SPD et des Verts, elle recueille seulement 37% des suffrages dans la dernière enquête d'opinion publiée par l'institut Infratest dimap, soit loin de la majorité absolue. Les 2 partis ayant catégoriquement affirmé qu'aucune union avec le Parti de gauche (Die Linke) n'était concevable, les forces de gauche ne semblent pas en mesure de s'imposer.

### Angela Merkel fait la course en tête...

Les 3/4 des Allemands déclarent apprécier leur chancelière sortante (72%). Si le chancelier allemand était élu au suffrage universel direct, 55% des hommes et 65% des femmes reconduiraient Angela Merkel à son poste quand 33% des hommes et 24% des femmes lui préféreraient son rival Peer Steinbrück. 7 Allemands sur 10 (70%) disent apprécier la chancelière (moins de la moitié – 47% – portent le même jugement sur le candidat du SPD selon une enquête publiée par l'institut Infratest dimap au début du mois de septembre). Angela Merkel mise sur sa popularité et sur la confiance que lui accordent ses compatriotes pour cette campagne électorale. Les sondages montrent toutefois que les Allemands sont davantage séduits par la personnalité (sobre et pragmatique) d'Angela Merkel que par son bilan gouvernemental ou son programme. En outre, la traduction de sa popularité en suffrages n'est pas assurée. Depuis 2002 en effet, les enquêtes d'opinion réalisées à un mois des élections législatives ont toujours crédité la CDU d'un résultat supérieur à celui qu'elle a finalement obtenu dans les urnes.

« *Vous me connaissez* » a affirmé la chancelière sortante en conclusion du débat télévisé qui le 1er septembre dernier l'a opposé à son adversaire. « *Deutschland ist stark, so soll es bleiben* (l'Allemagne est forte et elle doit le rester) » peut-on lire sur les affiches de campagne de la CDU sur lesquelles le visage d'Angela Merkel est omniprésent.

D'ici au 21 septembre, *Mutti* (Maman) comme on l'appelle en Allemagne va sillonner le pays. Elle visitera

deux villes par jour – soit 56 réunions publiques au total – et terminera sa campagne dans son fief de Stralsund sur les bords de la Baltique. Son discours devrait s'appuyer sur la nécessité d'une gestion rigoureuse des finances publiques sans oublier la justice sociale. Elle rappellera le bilan de ses 4 années : croissance de 0,7% au deuxième trimestre 2013, consommation des ménages en hausse, rebond des investissements, hausse des salaires (3,8% en 2013 et 3,6% prévus en 2014), taux de chômage de 6,8% – le chiffre le plus faible depuis la réunification du pays (près de 2 millions d'emplois ont été créés depuis 2009) –, excédent budgétaire depuis 2012 et dette publique inférieure à la moyenne de la zone euro (et en légère baisse cette année). L'Allemagne a conservé son triple A et est le seul pays de l'Union européenne à ne pas s'être désindustrialisé et à ne pas avoir perdu de parts de marché. Enfin, Berlin vient de gagner deux places dans le rapport du Forum économique mondial (WEF) sur la compétitivité mondiale, le pays est passé de la 6e à la 4e place derrière la Suisse, Singapour et la Finlande. L'indice du baromètre IFO, qui mesure la confiance dans le climat des affaires dans le pays (7000 entreprises ont été interrogées), a de nouveau augmenté en août et s'établit à 107,5 (106,2 en juillet) de même que l'indice qui mesure l'appréciation par entrepreneurs pour les 6 mois à venir (112 pour 110,1 en juillet). « *Beaucoup de gens vont mieux qu'il y a 4 ans* », « *Nous sommes l'ancre qui stabilise l'Europe, le moteur de sa croissance et nous voulons continuer à l'être. Nous ne devons en aucun cas mettre ce rôle en péril* » répète la chancelière sortante qui, lors de ses vœux le 1er janvier dernier avait cité cette phrase de Démocrite : « *Le courage est au début de l'action, le bonheur à la fin* ».

« *La CDU est là pour vous permettre de réaliser vos rêves* » a lancé Angela Merkel le 14 août dernier à Seligenstadt. « *Pour l'Allemagne* », « *Ensemble vers le succès* », « *Des chances pour tous !* » sont quelques uns des slogans de la CDU qui ne doute pas de sa victoire le 22 septembre.

Le SPD a tenté de se démarquer de la politique européenne de la chancelière mais la crise de la zone euro et de la dette ne constitue pas un sujet de clivage politique. « *La politique menée pour gérer la crise européenne a échoué* » a déclaré Peer Steinbrück. La

gauche a accusé le gouvernement de ne pas vouloir révéler le coût de l'aide aux pays en difficulté. Mais lorsque Peer Steinbrück affirme que « *s'il avait été chancelier, les plans d'aide aux pays du sud de l'Europe auraient comporté des mesures de relance* », Angela Merkel a beau jeu de le remercier d'avoir voté en leur temps les plans décidés par son gouvernement. Elle a reproché au chancelier Gerhard Schröder (1998-2005) (SPD) d'avoir, en 2000, accepté l'entrée de la Grèce dans l'Union économique et monétaire (UEM). « *La crise a mis plusieurs années à émerger, en raison d'erreurs constitutives à l'euro. La Grèce par exemple n'aurait jamais dû être admise dans l'euro* » a-t-elle ainsi déclaré le 27 août à Rensburg.

Angela Merkel n'hésite pas à saluer les réformes mises en place dans les années 2000 par le chancelier Gerhard Schröder et qui ont redressé la compétitivité du pays en imposant une plus grande flexibilité du marché du travail. Paradoxalement, le crédit des réformes du chancelier social-démocrate revient à la chancelière sortante alors que le SPD tente de s'en écarter, celles-ci ayant été mal acceptées par une partie importante de leurs électeurs qui reprochent à la gauche d'avoir contribué à créer (et de tolérer) un capitalisme financier. « *Sur l'Agenda 2010, des erreurs doivent être corrigées* » a ainsi souligné Peer Steinbrück.

Le candidat de l'opposition a également tenté de mettre la chancelière en défaut sur les révélations faites par Edward Snowden, ancien consultant de l'Agence nationale de sécurité (NSA) des Etats-Unis, à propos du programme de surveillance électronique PRISM par lequel les Etats-Unis espionnaient les chancelleries européennes. 500 millions de données allemandes auraient été récupérées chaque mois par l'Agence américaine. « *En tant que chancelière, Angela Merkel a fait le serment de protéger le peuple allemand mais il a été porté atteinte de façon massive aux droits fondamentaux des citoyens allemands* » a déclaré Peer Steinbrück au quotidien Bild. Le SPD a obtenu la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le sujet. Mais un proche de la chancelière, chargé des services secrets, a publié un document montrant que Frank-Walter Steinmeier (SPD), ancien ministre des Affaires étrangères (2005-2009), ancien vice-chancelier (2007-2009) et actuel président du groupe SPD au

Bundestag, avait, alors qu'il était directeur de la chancellerie en 2002, signé un accord avec les Etats-Unis et que le SPD était donc depuis longtemps au courant des agissements de la NSA.

On remarquera que le Parti pirate (P), pourtant centré sur les questions de circulation des données, n'a pas réellement profité de l'affaire PRISM.

Peer Steinbrück s'est violemment opposé à toute intervention en Syrie après l'attaque chimique du 21 août dernier dans les faubourgs de Damas imputée au pouvoir en place dirigé par Bachar el-Assad. Pour le candidat SPD, il faut rompre avec la logique militaire qui « n'aiderait en rien le peuple syrien ». Son parti affirme que cela « renforcerait les divisions de la communauté internationale et rendrait impossible toute tentative d'apaiser cette région du monde ». La chancelière sortante a indiqué qu'il fallait sanctionner le gouvernement syrien mais, avertie du fait que la majorité des Allemands sont défavorables à toute ingérence, s'est gardée de se prononcer en faveur d'une intervention. « Il n'y aura pas d'intervention militaire de l'Allemagne » a déclaré Angela Merkel le 9 septembre dernier.

La politique étrangère mobilise traditionnellement peu les électeurs allemands et la campagne électorale se joue principalement sur les questions sociales.

### ... mais l'écart entre gauche et droite se resserre

« Le vote risque d'être très serré » répète la chancelière sortante. A une semaine du scrutin, les forces de gauche reprennent en effet un peu de vigueur, tout en restant largement distancées dans les enquêtes d'opinion.

Peer Steinbrück a fait une prestation honorable lors du débat télévisé qui l'a opposé à Angela Merkel le 1er septembre dernier et retransmis sur les 4 principales chaînes de télévision. Les débats télévisés ont cependant jusqu'à maintenant (le premier date seulement de 2002 en Allemagne) peu pesé sur le résultat final des élections..

Peer Steinbrück a attaqué la chancelière sortante sur sa politique sociale et mis en avant l'une des meures phares du SPD : le salaire minimum à 8,5 € de l'heure que le SPD prévoit de mettre en œuvre dès le 1er

février 2014. « Nous avons en Allemagne un secteur de bas salaires tel qu'il en existe nulle part ailleurs en Europe. 7 millions d'Allemands gagnent moins de 8,5 € de l'heure » a-t-il déclaré. La chancelière sortante est favorable à un salaire minimum négocié avec les partenaires sociaux par branche et par Land. Depuis 2009, des accords ont déjà été signés dans des secteurs tel que le bâtiment et les travaux publics. Ils couvrent environ 3 millions de personnes. Peer Steinbrück juge « inégalitaire » la mesure proposée par Angela Merkel car « tous les salariés ne seraient pas concernés ».

En revanche, le SPD a refusé de s'engager sur les retraites. Il a promis que chaque travailleur pourra partir à la retraite à 63 ans s'il a cotisé durant 45 années et affirmé que toute personne ayant cotisé 30 ans devrait recevoir une pension de retraite de 850 euros minimum.

Le SPD a récemment modifié son discours sur les impôts. « Nous voulons augmenter les impôts mais pas tous et pas pour tout le monde ; croyez moi, nous n'alourdirons pas le fardeau des entreprises allemandes » a déclaré Peer Steinbrück le 19 août dernier. Le SPD affirme que les hausses de taxes n'affecteront que 5% des Allemands. Il y a une dizaine de jours, le dirigeant du SPD, Sigmar Gabriel, a indiqué que son parti pourrait renoncer à des hausses d'impôts si la lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir rapportaient suffisamment d'argent. Des propos auxquels ses partenaires écologistes ont violemment réagi en reprochant à leur allié de manquer de courage, d'oublier ses engagements de campagne et de tenter de favoriser la mise en place d'une grande coalition à l'issue du scrutin fédéral.

Peer Steinbrück a promis une lutte sans merci contre l'évasion fiscale qui, selon lui, coûte 150 milliards € à l'Allemagne par an, soit 16% des rentrées fiscales totales. Il s'est déclaré favorable à la mise en place d'une autorité de contrôle fiscale fédérale ainsi qu'à des mesures internationales. Il semble avoir admis qu'il était difficile, voire impossible, d'espérer remporter les prochaines élections en proposant des hausses d'impôts.

Peer Steinbrück, principalement choisi en raison de ses compétences économiques, souffre de plusieurs handicaps dans cette campagne : un déficit d'image, notamment parmi les femmes ; des difficultés à faire

entendre sa différence (Angela Merkel excellent au jeu consistant à reprendre (à son avantage) les thèmes (et les propositions) de campagne de ses adversaires) et à exposer un programme alternatif sans critiquer la très populaire chancelière sortante et enfin, un problème pour convaincre les électeurs que son parti possède une réelle stratégie de croissance à même d'assurer une plus grande justice sociale alors que la redistribution via des transferts sociaux est désormais impossible.

« *Ceux qui pensent que cette élection est déjà gagnée pourraient se réveiller dans une Allemagne dotée d'un gouvernement dont le Parti de gauche ferait partie* » aime à répéter Angela Merkel. Le SPD a pourtant assuré qu'il ne ferait pas alliance avec Die Linke: « *Berlin se doit d'être un partenaire stable à l'étranger pour résoudre la crise de l'euro et parce que l'Allemagne appartient à l'OTAN* » a déclaré Peer Steinbrück. Katrin Göring-Eckardt, tête de liste des verts (avec Jürgen Trittin), a évoqué l'irresponsabilité de Die Linke en matière de politique étrangère: « *Nous ne pouvons envisager aucune coopération avec lui* » .

Le Parti de gauche comprend, entre autres, d'anciens du SPD qui ont quitté leur parti en opposition aux réformes du chancelier Schröder. Les divergences entre les 2 partis de gauche sont toujours très importantes, et davantage encore que celles existant entre le SPD et la CDU. « *Les Allemands ne comprendraient pas l'alliance réunissant le SPD au Parti de gauche, ils veulent un gouvernement stable* » affirme Oskar Niedermayer de l'université libre de Berlin.

Les récentes enquêtes d'opinion ont mis à jour une légère poussée des intentions de vote ne faveur du SPD. Cependant, celle-ci est concomitante à un recul de ses alliés écologistes. Les électeurs semblent en effet effrayés par les augmentations d'impôts prévus par le programme des Verts. Katrin Göring-Eckardt a d'ailleurs tenu à rassurer en déclarant que 90% des ménages allemands verraient leur impôt baisser si son parti arrivait au pouvoir. Les Allemands ont également peu appréciés que les verts aient quelque peu négligé les questions

environnementales. « *Les Verts ont fait une erreur stratégique en choisissant la justice sociale comme sujet central de leur campagne électorale* » analyse Manfred Güllner de l'institut d'opinion Forsa.

Alors qu'il dirige 9 des 16 *Länder* (et qu'ils gouvernent dans 4 autres en coalition), le SPD peine à trouver le moyen de convertir sa domination régionale au niveau national.

« *Le SPD continue à dire que tout va mal mais les Allemands sont satisfaits de leur situation et ils voudraient bien savoir ce que Peer Steinbrück fera pour améliorer celle-ci* » souligne Christoph Moss, professeur à l'Ecole de technologie de l'information d'Iserlohn.

L'Institut pour l'économie allemande de Cologne a évalué les programmes électoraux des principaux partis politiques. Selon lui, le programme le plus onéreux (160 milliards € par an) est celui du Parti de gauche. Celui du SPD s'élèverait à 60 milliards € et celui de la CDU à 11,8 milliards €. Le directeur de l'institut, Michael Hüther, a affirmé en outre que les promesses fiscales des 2 partis de gauche détruiraient 300 000 emplois et entraînerait une baisse de croissance de 0,7%.

Selon la dernière enquête d'opinion publiée par l'institut Infratest dimap, la CDU arriverait largement en tête du scrutin avec 41% des suffrages. Elle serait suivie par le SPD, qui recueillerait 27%, les Verts 10% ; le Parti de gauche, 8% et le FDP, 5%. Avec 3% des voix, l'AfD serait sous le seuil de 5% obligatoire pour être représenté au Bundestag. La chancelière sortante devrait donc effectuer un 3e mandat à la tête de l'Allemagne. « *Les électeurs veulent des dirigeants normaux et qui suivent une ligne et qui s'y tiennent. Angela Merkel est prévisible, sincère et claire* » affirme Ulrich von Alemann, politologue de l'université de Düsseldorf, 1/5 des électeurs disent ne pas encore avoir fait leur choix. Enfin, le niveau de la participation sera également important. Celle-ci est, comme la grande majorité des pays européens, en baisse constante depuis 40 ans. Au point que les « non-votants » pourraient devenir le 22 septembre prochain le premier « parti » d'Allemagne.

# Le triomphe d'Angela Merkel

« *Merkel mächtig wie nie* » («Merkel plus puissante que jamais» titre le quotidien Bild Zeitung. « Plus de 40%. Ce n'est plus une victoire électorale. C'est une démonstration de pouvoir. Le pouvoir a un nom : Angela Merkel » peut-on lire à la une du journal Die Zeit. « L'Allemagne est définitivement le pays d'Angela Merkel » écrit encore l'hebdomadaire Der Spiegel. Unie à l'Union chrétienne-sociale (CSU) de Horst Seehofer, le parti de la chancelière sortante, l'Union chrétienne-démocrate (CDU), au pouvoir depuis 2005, a en effet obtenu aux élections du 22 septembre un résultat qui a dépassé toutes les espérances de ses partisans (41,5% des suffrages et 311 sièges, soit 117 de plus que lors du précédent scrutin du 22 septembre 2009), s'offrant une victoire plus large que celle que lui prédisaient les enquêtes d'opinion préélectorales les plus optimistes.

Angela Merkel, qui flirte même avec la majorité absolue des voix, devient ainsi la troisième chancelière allemande à remporter trois mandats à la tête du gouvernement après Konrad Adenauer (1949-1963) et Helmut Kohl (1982-1998).

Son principal rival, le Parti social-démocrate (SPD), dirigé par Sigmar Gabriel mais emmené pour ce scrutin par l'ancien ministre des Finances (2005-2009), Peer Steinbrück, n'a pas, contrairement à ce qui était attendu, profité de la hausse de la participation. Il a recueilli 25,7% des suffrages et 192 élus (+ 46), soit au-dessous de 30% qu'il s'était fixé comme objectif. Il s'agit de son deuxième plus faible résultat depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale après 23% obtenus lors des précédentes élections de 2009.

Le Parti libéral démocrate (FDP) de Philipp Rösler, partenaire de l'Union chrétienne-démocrate dans le gouvernement sortant, a été évincé du Bundestag. Il a obtenu 4,8% des voix, soit moins que 5% de suffrages obligatoires pour entrer à la chambre basse du Parlement. Pour la première fois de son histoire, il ne participera pas au gouvernement. Le Parti de gauche (Die Linke), d'extrême gauche dirigé par Katja Kipping et Bernd Riexinger, est arrivé en troi-

sième position mais a néanmoins enregistré un recul en obtenant 8,6% des suffrages et 64 députés (+ 18). « Qui aurait cru en 1990 que ce parti serait la troisième force politique du pays ? » s'est réjoui Gregor Gysi. Le Parti de gauche a devancé les écologistes de Jürgen Trittin et Claudia Roth, en nette baisse, qui ont recueilli 8,4% des voix et 63 sièges (- 5).

L'Alternative pour l'Allemagne (AfD), récemment créée par Bernd Lucke, a créé la surprise en recueillant 4,7% des suffrages, trop peu néanmoins pour entrer au Bundestag.

La participation a été très légèrement plus élevée que lors des précédentes élections du 22 septembre 2009 (+ 0,7 point) et s'est établie à 71,5%. Un quart des Allemands ont voté par correspondance, soit un record dans l'histoire du pays. Il y a 4 ans, un cinquième des électeurs avaient choisi de voter de cette façon (21%).

## Résultats

17

### Résultats des élections du 22 septembre 2013 en Allemagne

Participation : 71,5%

partis politiques	Scrutin majoritaire			Scrutin proportionnel			Total des sièges
	Nombre des voix obtenues	suffrages recueillis (%)	Nombre de sièges	Nombre des voix obtenues	suffrages recueillis (%)	Nombre de sièges	
<b>Union chrétienne-démocrate-Union chrétienne-sociale (CDU-CSU)</b>	19 769 502	45,30	235	18 157 256	41,50	76	311

<b>Parti social-démocrate (SPD)</b>	12 835 933	29,40	59	11 247 283	25,70	133	192
<b>Parti de gauche</b>	3 583 050	8,20	4	3 752 577	8,60	60	64
<b>Les Verts</b>	3 177 269	7,30	1	3 690 314	8,40	62	63
<b>Parti libéral démocrate (FDP)</b>	1 028 322	2,40	0	2 082 305	4,80	0	0
<b>Alternative pour l'Allemagne (AfD)</b>	809 817	1,90	0	2 052 372	4,70	0	0
<b>Autres</b>	4 069 269	7,40	0	3 307 545	11	0	0

Source: [http://www.bundeswahlleiter.de/de/bundestagswahlen/BTW\\_BUND\\_13/ergebnisse/bundesergebnisse](http://www.bundeswahlleiter.de/de/bundestagswahlen/BTW_BUND_13/ergebnisse/bundesergebnisse)

« Nous pouvons être très contents car le résultat est formidable. Nous avons montré ce que nous étions capables de faire. Ensemble, nous allons tout faire pour que les 4 années qui viennent soient 4 nouvelles années de succès pour l'Allemagne » a déclaré la chancelière sortante à l'annonce des résultats. Angela Merkel a fait une excellente campagne électorale. Elle a certes mis en avant son bilan à la tête de l'Allemagne mais a surtout excellé à reprendre à son compte les thématiques et les propositions d'une opposition sociale-démocrate qui n'a jamais su proposer de réelle proposition alternative à son programme ou su convaincre qu'elle pourrait mieux gérer la crise actuelle qu'Angela Merkel.

La chancelière sortante a su à la perfection jouer de son image de femme de consensus humble, travailleuse et pragmatique qui rassure tant ses compatriotes. « Stabilité », « sécurité », « continuité » pouvait-on lire sur les affiches de campagne de la CDU sur lesquelles s'affichait le visage d'Angela Merkel.

« Les Allemands ne savent pas ce qu'elle veut, mais leur confiance en elle est inébranlable et si le bateau tangue, elle est la seule qu'ils veulent à la barre »

affirme Gerd Langguth, auteur d'une biographie de la chancelière sortante.

A l'inverse, la campagne électorale du SPD a été catastrophique. Candidat représentant l'aile droite du parti et choisi en raison de ses compétences économiques, inaudible lorsqu'il proposait des mesures très à gauche qu'il avait combattues précédemment, Peer Steinbrück a multiplié les gaffes.

Mais Peer Steinbrück n'est pas le seul à porter la responsabilité de la défaite du SPD. Son parti est loin de l'avoir toujours soutenu et a affiché de nombreuses dissensions internes durant la campagne. Peer Steinbrück avait d'ailleurs appelé, dans l'hebdomadaire *Der Spiegel*, « tout le monde, y compris le président du parti, à se rassembler d'une manière loyale et constructive » derrière lui. Il n'est pas parvenu à sortir du piège que lui a tendu la chancelière sortante : comment en effet faire entendre sa différence et exposer un programme alternatif sans critiquer la populaire Angela Merkel ? Le SPD s'est montré également incapable de gérer l'héritage des réformes de l'Agenda 2010 mises en place par le chancelier Gerhard Schröder (1998-2005 (SPD), celles-ci ayant été mal acceptées par une partie importante de ses électeurs reprochant à la gauche d'avoir

contribué à créer (et de tolérer) un capitalisme financier.

Enfin, d'un strict point de vue personnel, Peer Steinbrück a décidément peu de chance avec le vote populaire. En mai 2005, il avait perdu les élections du *Land* de Rhénanie du nord-Westphalie, une défaite qui avait conduit le chancelier de l'époque Gerhard Schröder à organiser des élections législatives anticipées qui avaient porté Angela Merkel au pouvoir. Aux élections du 22 septembre 2009, Peer Steinbrück a de nouveau été battu dans sa circonscription de Mettmann-I (district de Düsseldorf, Rhénanie du nord-Westphalie) et n'a dû son entrée au Bundestag qu'au système électoral allemand. Le 22 septembre, il a une fois encore été devancé dans cette circonscription par sa rivale chrétienne-démocrate Michaela Noll, qui a recueilli 50,5% des suffrages pour 33,3% au candidat social-démocrate.

Mais le SPD n'est pas le seul à faire face à une défaite. Les écologistes ont enregistré un net recul. Ils ont été pris dans le piège de la chancelière sortante qui après l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi au Japon, consécutif au tremblement de terre et au tsunami du 11 mars 2011, avait annoncé sa décision de sortir du nucléaire civil en 2022, privant ainsi les Verts de l'un de leurs principaux chevaux de bataille électoraux. Durant cette campagne électorale, les écologistes ont négligé les questions environnementales pour se positionner sur les thèmes socioéconomiques. « *Les Verts ont fait une erreur stratégique en choisissant la justice sociale comme sujet central de leur campagne électorale* » analysait Manfred Güllner de l'institut d'opinion Forsa. Les urnes lui ont donné raison.

Enfin, l'enquête sur la tolérance du mouvement à l'égard de la pédophilie demandée par le parti vert au chercheur Franz Walter n'a certainement pas contribué à aider le parti en fin de campagne. Le chercheur avait indiqué dans un article du *Tageszeitung* que le dirigeant écologiste Jürgen Trittin avait signé la plateforme de la liste Initiatives alternatives et vertes, qui revendiquait la dépénalisation des actes sexuels entre enfants et adultes lorsque ceux-ci étaient non violents (ou sans menace de violence) en 1981 alors qu'il était candidat au conseil municipal de la ville de Göttingen.

« *Si le Parti libéral-démocrate ne devait pas entrer au Bundestag, je le déplore* » avait déclaré Angela Merkel durant la campagne électorale. La chancelière sortante ne pourra donc pas reconduire sa précédente coalition gouvernementale et a désormais le choix entre deux mouvements : former une grande coalition avec le SPD ou bien une alliance avec les Verts. La première option semble la plus probable.

Il n'est pas certain qu'Angela Merkel le déplore. « *Si la chancelière finit avec une majorité absolue, ce sera une majorité très étroite et ce ne sera pas plus facile pour elle* » indiquait ainsi Carsten Koschmieder, politologue de l'université libre de Berlin. « *Je suis persuadé que, secrètement, elle espère ne pas avoir obtenu la majorité absolue* » soulignait son homologue Frank Decker de l'université de Bonn.

S'il entre au gouvernement, le SPD disposera d'une faible marge de manœuvre face à celle qui sait si bien gérer le pouvoir sans le partager vraiment. La CDU pourrait néanmoins accepter quelques inflexions dans sa politique, notamment au niveau fiscal.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Infratest pour la chaîne de télévision ARD, 57% des personnes interrogées déclarent souhaiter la formation d'une grande coalition entre les deux principaux partis politiques du pays. Les Allemands, très attachés au consensus, voient en effet la coopération entre les partis comme la configuration optimale pour diriger la République fédérale.

« *La balle est dans le camp d'Angela Merkel, c'est elle qui doit former sa majorité* » a déclaré Peer Steinbrück. En 2005, les négociations entre la CDU et le SPD pour la formation d'un gouvernement avaient duré 5 semaines.

Agée de 59 ans, Angela Merkel est née à Hambourg avant que sa famille ne quitte la ville pour s'installer en ex-République démocratique allemande (RDA). Diplômée de physique-chimie de l'université Karl-Marx de Leipzig, elle a travaillé à l'Institut central de physique-chimie de Berlin-Est jusqu'en 1990, année où elle est devenue porte-parole adjoint du dernier gouvernement de la RDA dirigé par Lothar de Maizière (CDU). Cette même année, elle adhère à la CDU après la fusion de l'Éveil démocratique (DA), mouvement qu'elle a rejoint en décembre 1989, avec ce parti. Elle est élue une

première fois députée en décembre 1990 et nommée l'année suivante ministre de la Famille, des Personnes âgées, des Femmes et de la Jeunesse dans le gouvernement dirigé par le chancelier Helmut Kohl (CDU), qui lui donne alors son surnom de « gamine » (*Das Mädchen*). Elue présidente de la CDU du Land de Mecklembourg-Poméranie occidentale en 1993, un poste qu'elle occupera jusqu'en 2000, Angela Merkel est nommée l'année suivante ministre de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire. En 2000, elle prend la tête de son parti, un poste auquel elle a depuis été sans cesse réélue (la dernière fois le 4 décembre 2012 avec 97,94% des suffrages, soit son résultat le plus élevé depuis 12 ans). Après les élections du 22 septembre 2002 remportées par le SPD, Angela Merkel prend la tête de l'opposition en devenant la présidente du groupe parlementaire de la CDU au Bundestag. Trois ans plus tard, elle devient la première femme, la première protestante et la première citoyenne de l'ex-République démocratique allemande à accéder au poste de chancelier. Elle est cependant contrainte de diriger une grande coalition regroupant la CDU et le SPD. Elle conduit la CDU à la victoire aux élections du 22 septembre 2009 et conserve donc la tête du gouvernement, qu'elle dirige cette fois en alliance avec le FDP.

Celle que les Allemands surnomment désormais *Mutti*

(Maman), désignée cette année encore femme la plus puissante du monde pour la 3<sup>e</sup> fois consécutive (et la 8<sup>e</sup> fois en 10 ans par le magazine américain Forbes), a donc réussi le 22 septembre l'exploit de remporter ses 3<sup>e</sup> élections tout en permettant de la CDU de recueillir son résultat le plus élevé depuis 23 ans.

Depuis la fin de la SEconde Guerre mondiale, l'Allemagne a connu seulement 8 chanceliers. La reconduction à son poste d'Angela Merkel après 8 ans à la tête du pays confirme la stabilité de la République fédérale. Celle-ci devrait perdurer dans les 4 années à venir quel que soit le gouvernement et ce en Allemagne comme dans les relations de Berlin avec ses partenaires européens. « *Je ne crois pas qu'il y ait une grosse différence quelle que soit la coalition formée. Nous aurons la même politique européenne qu'avant, mettant en avant le message: nous voulons que les pays mettent en oeuvre les réformes nécessaires* » analyse Marcel Fratzscher, président de l'Institut allemand de recherche économique (DIW).

Transition énergétique, renouveau des infrastructures, lutte contre le déclin démographique, développement des investissements, voici quelques uns des défis qui attendent Angela Merkel pour son 3<sup>e</sup> mandat à la tête de l'Allemagne.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

---

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.